AMÉRIQUE LATINE - La montée de la nouvelle gauche au pouvoir après la chute du mur de Berlin

Mauricio Ruano Alfaro, Vents croisés

mardi 23 octobre 2007, mis en ligne par colaborador@s extern@s

Introduction

Cet écrit vise à identifier, dans une perspective historique et dans le contexte de l'Amérique latine, les fils conducteurs d'une dynamique ayant permis à la gauche d'évoluer au point de profiler une alternative au néolibéralisme triomphant. Ceci, *en dépit de sa défaite sous la terreur des dictatures militaires des années 1960-70 et l'effet traumatisant et même paralysant que fut pour la gauche la chute du mur de Berlin*. Dans notre vision des choses, cette alternative se concrétise déjà dans ce qui peut s'appeler le Nouveau bloc historique latino-américain (NBHL) constitué autour de l'axe Venezuela, Bolivie, Équateur et Cuba. Nous notons que ce NBHL est déjà passé, dans cette région, d'une phase défensive à une contre-offensive stratégique, prenant forme dans sa proposition d'édifier le Socialisme du XXIe siècle. Il s'agit d'une mouvance politique régionale qui, par sa nouveauté et sa capacité d'inspirer la passion militante des Latino-américains, mérite, nous le croyons, d'être située au centre d'une réflexion.

Contexte de la problématique

La renaissance de la nouvelle gauche régionale revêt une haute valeur historique puisqu'elle est en train de provoquer une grande mutation dans la région. Il s'agit d'un changement de cap marquant la fin graduelle d'une période historique dominée par le paradigme néolibéral, et le commencement d'une autre période qui, en dépit de ses faiblesses inhérentes, a déjà fait ses preuves parce qu'elle est supportée par une puissante irruption des masses dans l'espace politique régional. Notons (pour mieux apprécier la signification historique de cette irruption) que ce sont ces masses qui, à travers tout un processus cumulatif d'essais et d'erreurs, sont passées de la lutte « par le bas », c'est-à-dire les grèves, les piquets, jusqu'à la révolte presque permanente, à la lutte « pour en haut », celle qui cible la prise du pouvoir de l'État.

D'après notre analyse, cette rupture entre gouvernés et gouvernants semble trouver sa source dans le fait qu'en Amérique latine, chaque fois qu'un parti politique accédait au pouvoir, il se mettait aussitôt au service des intérêts des puissantes minorités. Ces partis s'appliquaient alors à mettre en place un programme politique très précis : *implanter l'État minimal afin de laisser la voie ouverte au marché libre*. Cela était, à leurs yeux, la formule gagnante ; celle qui allait faire de l'Amérique latine une région où la paix et la prospérité allaient enfin régner. Toutefois, dans le contexte de l'Amérique latine, l'implantation de cette formule prescrivait une exigence fondamentale : ignorer, de fait, les intérêts de la grande majorité des Latino-américains. Lesquels devraient donc attendre ses bienfaits à une date indéterminée. Entre temps, ils étaient contraints à accepter leur rôle subordonné vis-à-vis du nouvel ordre économique, politique et social qui s'implantait dans la région.

C'est ce contexte politique réel, dominant en Amérique latine, qui explique selon nous, les causes de la rupture entre ceux d'en haut et ceux d'en bas. Ce qui, dès lors, expliquerait que la région vit des moments pleins d'incertitude et de questionnements par le fait que s'y affrontent des visions différentes de la société. À la façon dont cet affrontement trouvera son issue se profilera, à notre avis, l'avenir de la région : soit elle continue à reproduire le modèle élitiste et excluant, soit elle évolue vers la création d'un autre modèle qui, nécessairement, doit être intégrateur. Cette dernière possibilité exigerait donc la mise

en place d'un modèle qui s'oriente et élabore ses principes fondamentaux au regard des problèmes concrets de la majorité des Latino-américains. Selon nous, il s'agit de la seule façon de dépasser les structures qui, depuis toujours, n'ont fait que produire et reproduire l'état de dépendance (ou, en d'autres mots, néo-colonial) de la région. État que nous identifions comme étant la source du cercle vicieux du sous-développement, de la pauvreté, de l'analphabétisme et de l'exclusion sociale. Mais en quoi, nous demandons-nous, l'Amérique latine ouvre-t-elle une brèche dans la domination néolibérale ?

La particularité latino-américaine

À notre avis, l'origine de la rupture politique en Amérique latine (précédemment contextualisée) pourrait être retracée : une nouvelle sensibilité politique se serait fait jour chez les Latino-Américains, et aurait rendue possible l'émergence de ce qu'on pourrait appeler la Nouvelle communauté politique régionale (NCPR). Cette nouvelle sensibilité politique et cette NCPR trouveraient leurs assises dans le fait suivant : après un long et pénible apprentissage historique, les Latino-Américains, à force et *au prix* d'incessantes (et sanglantes) luttes politiques, seraient arrivés à rompre, idéologiquement et politiquement, avec les initiatives et les propositions des élites au pouvoir. Dans le déroulement de cette dynamique, les Latino-Américains seraient arrivés à identifier progressivement la nature particulière de leurs intérêts comme étant en radicale opposition à ceux des élites au pouvoir.

En Amérique latine, ce serait donc l'émergence de la NCPR qui aurait permis que le domaine politique ne soit plus l'affaire des minorités dont les outils efficaces pour résoudre les conflits sociaux de la région étaient habituellement des coups d'États sanglants ou des accords en coulisses. Maintenant, les masses organisées en divers réseaux délibèrent et, à travers la pression de la rue, interpellent le pouvoir en place. Si les gouvernements ignorent leurs revendications, elles les défient jusqu'à générer une instabilité permanente qui finit, tôt ou tard, par les chasser du pouvoir. Dans la région, il nous semble que cette délibération et cette mobilisation permanentes ont ouvert la voie à la montée au pouvoir de la nouvelle gauche. C'est ainsi que, cas unique au monde, une brèche dans la domination néolibérale a été ouverte.

Sur l'ancienne et la nouvelle gauche

Pour comprendre la nouvelle dynamique politique en Amérique Latine nous parlons aujourd'hui d'une nouvelle gauche, supposant l'existence d'une ancienne gauche l'ayant précédée. Et c'est cette prémisse de base qui nous aide à envisager la nouvelle gauche régionale comme étant l'aboutissement d'une succession d'états faits de moments de rupture, de négation et de synthèse. Cette approche analytique nous est très utile pour comprendre la trajectoire suivante : la gauche régionale, dans une perspective historique, s'est polarisée autour de sa tendance à contester la légitimité de l'État. En effet, elle a la conviction que cet État n'est que l'instrument de domination (par excellence) des élites économiques latino-américaines. Pour la gauche régionale, l'État et l'analyse de son rôle constituent donc les thèmes centraux de ses grandes discussions. Et, c'est précisément sur ce plan que l'on trouve les lieux de rupture, de négation et de synthèse comme nous tenterons de le démontrer.

La rupture

Le moment de rupture trouverait sa source dans la révolution cubaine et va s'étaler jusqu'à la révolution sandiniste. Dans cette trajectoire historique, c'est la première à offrir la théorie et la pratique pour concrétiser la prise du pouvoir. Condition *sine qua non* pour fonder la nouvelle société inspirée du paradigme socialiste. La révolution cubaine a ainsi eu un effet de rupture (à l'intérieur de la gauche latino-américaine), car c'est elle qui va diviser les partis et les organisations révolutionnaires entre, d'une part, ceux pour qui la construction du socialisme était une tâche qui se perdait dans la brume de l'histoire, et d'autre part, ceux pour qui la construction du socialisme était déjà une mission à accomplir.

La négation

Le moment de négation s'ouvrirait avec le mouvement zapatiste au Mexique et va s'étaler jusqu'à la prise de pouvoir de Chávez au Venezuela. Cette période est marqué à ses débuts par un état d'esprit de désenchantement tirant sa source dans les expériences armées qui ont toutes dramatiquement échoué

dans cette région, ainsi que dans d'autres événements traumatisants tels que la chute du mur de Berlin annonçant le commencement de la fin du « socialisme réel ». Ces réalités troublantes auraient ébranlé l'optimisme de la gauche régionale jusqu'à l'affecter dans son identité ; vu que ses références, l'une après l'autre, auraient été, profondément, discrédités. Pour sortir de cette impasse, la gauche régionale (et internationale) devait donc se réinventer. C'est le rôle historique qu'allaient assumer les théorisations et les pratiques inspirées des Zapatistes sous la direction du sous-commandant Marcos.

Il s'agit là d'une critique à l'intérieur de la gauche qui se déclenche lorsque des idéologues de mouvements sociaux [1] mettent en cause les fondements du politique tel que pensé et pratiqué jusqu'alors. Le fait suivant semble être au cœur de leur critique : à leurs yeux, le politique a depuis toujours été soumis à des stratégies pragmatiques et brutales ayant pour seul objectif la conquête de l'État, sans se questionner sur les moyens utilisés pour l'obtenir. Le Stalinisme et son État élitiste et policier constituaient l'exemple par excellence de ces déviations et, partant, l'exemple de l'inévitable échec de toute mesure prise à partir d'en haut. La critique de gauche était donc radicale et en rupture avec ce passé plein d'ignominies.

Afin de mieux marquer cette négation, les théoriciens des mouvements sociaux ont fait des propositions présentées comme des alternatives aux déviations de l'ancienne gauche. Ils conseillaient ainsi que les mouvements sociaux opposeraient l'horizontalité à la verticalité des partis et organisations révolutionnaires, que les mouvements sociaux allaient opposer la démocratie directe à la démocratie représentative. Pour ces idéologues, l'essence même de la démocratie s'incarnera dans une société où les individus prendront directement les décisions et les mesures pour les implanter. Ainsi, toujours dans leur vision, un puissant mouvement fondateur (la multitude) prendra de l'ampleur et dans son processus créatif naîtra la « nouvelle société », libre de toute exploitation, de toute aliénation. C'est le rôle historique que le mouvement des mouvements (selon la terminologie des altermondialistes) est appelé à accomplir.

Nous en arrivons ainsi à découvrir la grandeur et les faiblesses de cette étape inaugurée par les Zapatistes. Grâce à leurs initiatives, ils ont bien sûr donné une issue à la crise d'identité des organisations de gauche. Cependant, en niant radicalement le politique (que nous entendons comme le lieu où un rapport de forces se développe et qui prend forme et contenu dans l'État), ils se sont également interdit la possibilité d'offrir une alternative réelle au programme politique néolibéral triomphant dans la région. Par ce biais, il semblerait que tout comme l'ancienne gauche, ils seraient tombés dans une impasse, incapables de donner une issue aux revendications (urgentes) des Latino-Américains.

La synthèse (conclusion)

Le troisième moment s'ouvre par le triomphe d'Hugo Chávez et sa révolution bolivarienne au Venezuela. Et, à l'instar de la révolution cubaine, ce triomphe initie une nouvelle période politique dans la région puisqu'il devient source d'inspiration pour la gauche régionale qui passe, en ce moment (comme mentionné plus haut) d'une phase de résistance à une dispute ouverte pour le pouvoir d'État. Cependant, il faudra noter que pour la nouvelle gauche régionale, il ne s'agit plus de détruire l'État pour ensuite le reconstruire sur de nouvelles bases, comme ce fut le cas pour l'ancienne. Il s'agit plutôt de le reconquérir afin d'implanter à divers niveaux de profondeur, les réformes nécessaires pour mettre les pays (là où la gauche est au pouvoir) au rythme des revendications de sa population.

Il s'agit donc d'une stratégie qui semble avoir été très pertinente pour dépasser un double blocage : celui de la droite et sa conception d'État minimal, et celui de la gauche anti-État. En Amérique latine, à cause de ce tournant, la voie a été ouverte pour rediscuter le rôle de l'État dans la construction d'une société plus égalitaire. Cette troisième étape, nous pouvons donc la caractériser comme le retour en force du politique. Mais comment la synthèse s'est-elle concrétisée ?

Nous croyons que c'est grâce à l'action militante des mouvements sociaux que la structure élitiste du pouvoir a été brisée en Amérique latine. Leur mobilisation militante pour chasser du pouvoir des présidents « démocratiquement » élus le démontre. Aussi, dans cette dynamique, il y a eu progressivement un changement de cap important ; les mouvements sociaux sont passés d'une phase de

résistance aux politiques élitistes dominantes à la recherche active d'une alternative. Et c'est justement sur ce plan que se produit une synthèse politique exceptionnelle : les mouvements sociaux ne refusent pas les élections, ils acceptent les règles du jeu démocratique. Cependant, pour eux, les élections ne sont pas une fin mais un moyen qui doit, par la force des événements, ouvrir la voie à la révolution démocratique régionale.

Les mouvements sociaux se proposent donc d'ouvrir un espace politique où leurs intérêts fondamentaux se trouvent au centre de l'agenda politique régional. Par ce biais, ces mouvements ont ouvert la voie à de nouveaux leaders politiques prenant leurs revendications et aspirations comme fondement de leur programme politique. Et ensemble, c'est-à-dire les mouvements sociaux et leurs leaders, ils se préparent à concrétiser ce qu'ils appellent « la deuxième indépendance de l'Amérique latine ». C'est ce rôle historique que le NBHL est appelé à accomplir.

Mauricio Ruano Alfaro est docteur en sciences politiques de l'Université du Québec à Montréal, Canada.

Article à paraître dans le numéro 13 de la revue *Vents Croisés*, novembre 2007. Reproduction autorisée.

Notes

[1] Nous pensons ici à Michel Hardt et Antonio Negri, de même qu'à John Holloway.